

progressivement Au moment opportun, le gouvernement devra décider de l'attitude à prendre au sujet d'un avion de remplacement.

En d'autres termes, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures veut dire que nous devrons étudier dans les années 70 s'il y a lieu de remplacer une chose qui, au dire de M. Gellner, est une absurdité du point de vue militaire.

Ce que M. Gellner a dit à titre d'écrivain n'a peut-être pas d'importance pour le Canada, mais j'aimerais signaler que l'opinion exprimée dans cet article a été adoptée par le général Allard, chef d'état-major. Il a témoigné devant le comité de la défense, et j'aimerais citer sa réponse au député de Simcoe-Nord, qui figure à la page 1830 des délibérations du comité.

Le député de Simcoe-Nord avait lu le passage de l'article de M. Gellner sur l'importance des contributions canadiennes que je viens de citer, après quoi M. Smith avait dit:

J'aimerais avoir l'occasion d'en discuter.

M. Allard: Je pourrais vous répondre immédiatement, M. Smith.

M. Smith: Bon, très bien.

● (6.50 p.m.)

M. Allard: L'explication, c'est qu'il s'agit d'une question d'ordre politique, et les directives politiques que je recevrai serviront sûrement à produire les plans nécessaires. En ce qui concerne l'article de M. Gellner, je ne...

M. le président: A l'ordre. Je dois interrompre le député pour lui dire que son temps de parole est expiré.

Des voix: Continuez.

M. le président: Le comité permet-il au député de continuer?

Des voix: D'accord.

M. Brewin: Monsieur le président, comme le député d'Edmonton-Ouest, j'essaierai de ne pas abuser de la générosité du comité. J'étais en train de lire le passage du compte rendu des délibérations du comité où, le député de Simcoe-Nord ayant signalé l'article de M. Gellner à M. Allard, ce dernier a dit:

En ce qui concerne l'article de M. Gellner, je ne le désapprouve pas.

Donc, le chef de notre état-major général avoue donner son adhésion à un article, et c'est d'une logique admirable, où on dit très nettement que le rôle que nous jouons en Europe à l'heure actuelle ne rime à rien du

point de vue militaire. A quoi rime-t-il alors du point de vue politique? Certains spécialistes m'ont dit que nous achetions une sorte d'influence et qu'en jouant un rôle qui ne rime à rien nous sommes, d'une façon quelconque, agréables à nos alliés. D'après la théorie des dominos, si nous retirions cette brique inutile sur laquelle personne ne compte, l'édifice s'effondrerait. Je ne dénigre pas les troupes, car elles sont de premier ordre et efficaces, mais on laisse entendre que si nous cessions de jouer ce rôle inutile, tout le système s'écroulerait. Voilà qui est complètement absurde. C'est injurier nos alliés et nos troupes elles-mêmes que de leur dire notre volonté de continuer à faire quelque chose qui n'a plus de sens au point de vue militaire. Comment édifier un moral sur un tel argument?

Mon temps de parole est écoulé, monsieur le président, et je ne veux pas abuser de la générosité du comité. En terminant, je dirai au ministre qu'il n'est pas encore trop tard pour faire preuve d'imagination et pour lancer un vibrant appel aux Canadiens. Seule une politique de défense vraiment canadienne saurait obtenir l'appui que demande le ministre pour son programme d'unification. Sa politique ne le recevra que si le Canada est manifestement prêt à contribuer au maximum à la paix et à la sécurité. Il ne suffit plus de maintenir notre espèce d'inertie en répétant notre rôle. Même si l'Europe en est à une nouvelle phase politique, nous appliquons les mêmes politiques d'immobilisme que par le passé.

La politique de défense du Canada devrait être orientée vers l'avenir et non pas vers le passé. Nous affectons des sommes énormes à ce domaine. Nous exigeons la vie et le dévouement d'un grand nombre d'hommes et de femmes très compétents. Ils devraient être protégés par une force unifiée, nous acceptons ce principe. Mais cette force unifiée devrait jouer un rôle moderne adapté aux besoins du Canada dans sa participation à la sécurité universelle pendant les années 60 et 70. Notre parti continuera à préconiser une préoccupation non pas purement matérielle, comme si nous n'étions qu'un groupe d'organiseurs et rien de plus, et à stimuler l'imagination et l'enthousiasme des Canadiens pour leur faire jouer un rôle qui soit rationnel à notre époque.

M. Knowles: Sept heures.